

Pour une société de la longévité

Olivier Baron



Table des matières

Prologue.....	3
1- Deux visages du temps.	3
2- La société de la longévité.....	4
Chapitre 1 - La conquête du temps : L’histoire impensée de la plus grande victoire de la civilisation.....	9
Chapitre 2- Le piège des mots : le vieillissement n'est pas ici notre problème ...	12
Chapitre 3 - Nouvelle frontière de la République : habiter le temps.....	15
Chapitre 4 - La retraite, une institution républicaine : sortir de l'impasse assurantielle.....	18
Chapitre 5 - Politiser la solidarité. Retrouver le courage du choix collectif.....	25
Conclusion	27

Prologue

1- Deux visages du temps.

Depuis plusieurs années, la vieillesse est racontée de la même manière : des retraités heureux découvrant le monde, gardant leurs petits-enfants, déjeunant en terrasse, profitant du patrimoine accumulé au fil d'une vie de travail.

Les baby-boomers goûteraient sereinement un âge d'or et seraient la génération privilégiée de notre histoire. Ils auraient connu le plein emploi, la croissance, l'accession à la propriété, l'augmentation continue du niveau de vie et aujourd'hui des retraites confortables, une espérance de vie sans précédent. Leurs enfants, pendant ce temps, affrontent la précarité du travail et les difficultés d'accès au logement.

Cette image de retraités à la vie facile existe, elle n'est ni mensongère ni scandaleuse. Elle constitue l'une des plus belles réussites de notre modèle social. L'humanité a rêvé d'offrir à chacun quelques années de liberté après le travail et nous y sommes enfin parvenus.

Mais tout cela masque une autre réalité, infiniment plus discrète, sans bateau de croisière, sans coucher de soleil sur une plage lointaine.

Cette autre vieillesse vit face à un seul horizon. Ce sont ces personnes qui ont vécu trente années dans les établissements sociaux, médico-sociaux et sanitaires. Pour eux, le printemps succède à l'hiver, puis l'été, puis l'automne. Le monde continue avec une indifférence tranquille. Ce n'est pas la solitude qui les blesse le plus. Les enfants viennent lorsqu'ils le peuvent. Les professionnels prennent soin d'eux. Ils ne sont ni abandonnés ni oubliés. Ce qui manque c'est le sentiment d'avoir progressivement quitté la scène du monde. Comme si leur histoire était désormais derrière eux et les décisions continuaient de se prendre ailleurs. Or une existence humaine ne cesse jamais d'être une histoire en train de s'écrire.

Nous parlons beaucoup de l'allongement de la vie, nous parlons très peu d'allongement de la citoyenneté. Nous discutons de pensions, de déficits, d'âges de départ, de ratios démographiques, mais comment continue-t-on à appartenir pleinement au monde lorsque l'on a 80, 90, ou 100 ans ?

C'est peut-être ici que commence véritablement la politique. Elle ne peut se résumer à gérer et répartir des ressources, elle doit penser et organiser la vie de la communauté humaine.

Il n'y a pas deux vieillesse mais une seule que révèlent ses contradictions. D'un côté, l'une célèbre la longévité comme un succès. L'autre, redoute son coût. L'une admire les retraités actifs, mais voit la grande vieillesse comme un effacement naturel. Elle ajoute des années à la vie sans toujours savoir comment ajouter de la vie à ces années.

Voilà ce qui a donné naissance à cette réflexion.

La question n'est pas de savoir comment vieillir, mais dans quelle société nous souhaitons vieillir. Longtemps nous avons cherché à gagner du temps sur la mort. Au 21^e siècle il nous appartient désormais de rendre ce temps habitable. Une civilisation ne se juge pas seulement à la durée de la vie qu'elle rend possible mais à la place qu'elle continue d'offrir à chacun jusqu'au dernier jour de son existence.

C'est cette République-là que ce travail appelle de ses vœux.

2- La société de la longévité

Les sociétés se perdent par les récits erronés qu'elles se racontent d'elles-mêmes. Un mot mal choisi, une idée devenue réflexe, une évidence jamais interrogée, et voici orienté durablement le destin d'une nation. Les politiques publiques suivent alors des représentations plus que des réalités. Et ce qui n'était qu'un mot trompeur devient une vision du monde. Le vieillissement de la population est sans doute, l'un de ces malentendus.

Depuis plus de 30 ans, notre débat public paraît convaincu que le principal défi des décennies à venir résiderait dans le financement des retraites et de la dépendance. Chaque réforme réveille les mêmes controverses, mobilise les mêmes arguments et oppose les mêmes conceptions de la justice sociale. Faut-il travailler plus longtemps, augmenter les cotisations ou repousser l'âge légal ? D'autres soutiennent qu'il faut réduire les pensions, faire payer les retraités et revoir le système de santé. Les réponses diffèrent, mais la question demeure inchangée.

L'avenir de notre protection sociale peut-elle se résumer à une équation comptable ?

Ne faisons-nous pas fausse route ? Non, ces interrogations ne sont pas secondaires mais elles prennent pour problème ce qui n'est que la conséquence d'une transformation infiniment plus profonde.

Nous continuons à débattre des retraites et du vieillissement alors que c'est le temps de vie qui a changé. Là est le fondement des réformes à engager.

Les grandes avancées humaines scientifiques, médicales, sociales ou politiques, poursuivent au fond une même ambition : arracher l'être humain à la fatalité d'une mort prématurée.

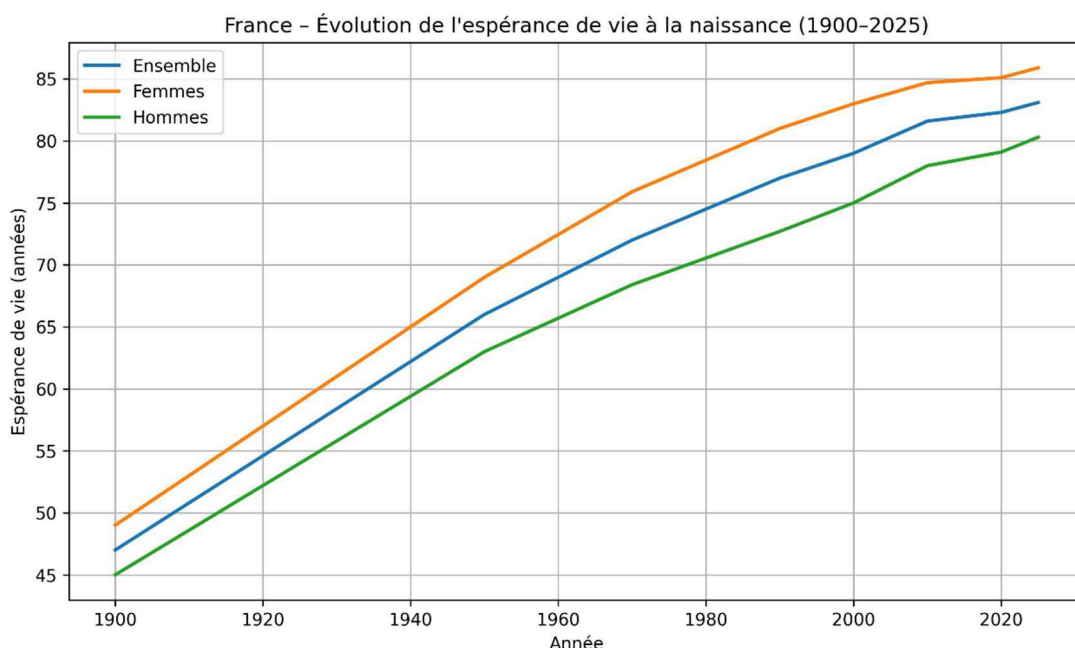
L'invention des vaccins, les progrès de la médecine, l'accès à l'eau potable, la baisse de la mortalité infantile, l'amélioration des conditions de travail, le développement de l'instruction publique, l'élévation du niveau de vie, la création de la Sécurité sociale, la diffusion des politiques de prévention, chacune de ces conquêtes a ajouté quelques mois, quelques années, à la durée de vie humaine.

Nous considérons souvent ces avancées séparément alors qu'elles racontent une même histoire, celle d'une société qui est parvenue à offrir davantage de temps de vie à ses enfants.

L'espérance de vie n'est pas un indicateur parmi d'autres. C'est le plus accompli et le seul qui devrait guider notre réflexion. Elle résume la qualité d'un système de santé, le niveau d'éducation, l'organisation des solidarités, les conditions de travail, la qualité du logement, les politiques publiques, la paix civile, le développement scientifique et la capacité d'une démocratie à protéger les plus vulnérables.

En deux siècles, jamais un tel supplément de vie n'a été accordé à autant de monde. Voilà notre véritable révolution.

Or, l'allongement de la vie s'est fait sans qu'on change les règles qui organisent la société. Nos institutions demeurent conçues pour un pays où l'on vivait une vingtaine d'années de moins. Elles doivent désormais répondre à une réalité entièrement nouvelle puisque quatre générations vivent ensemble, atteindre l'âge de 90 ans a cessé d'être exceptionnel, c'est presque la norme.

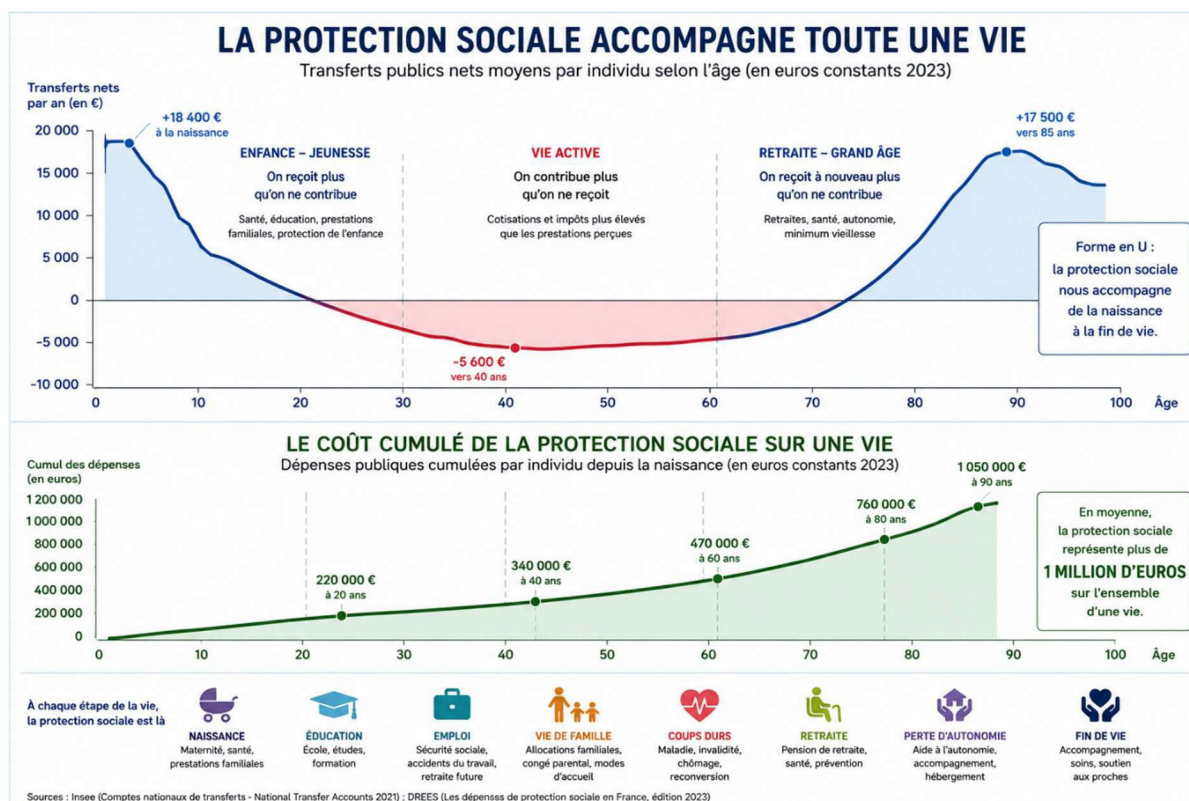


Voilà où naît le malentendu. Nous regardons cette conquête comme un problème, non comme une magnifique réussite. Le vocabulaire en témoigne. Nous parlons non de longévité mais de vieillissement, non d'espérance de vie mais de dépendance. Nous y voyons non une réussite mais un coût. On focalise le débat sur les déficits engendrés par le vieillissement de la population.

Or, si l'on ramène les membres d'une société au coût qu'ils représentent, on peut alors se demander jusqu'où la collectivité doit les prendre en charge. Ce raisonnement absurde conduirait inévitablement à faire des choix incompatibles avec nos valeurs humanistes, démocratiques et républicaines.

Longtemps, *Soleil vert*¹ a été regardé comme une œuvre de science-fiction dystopique, une fable sombre sur le vieillissement, la raréfaction des ressources et la perte de la dignité humaine qui mènent à des choix impensables. Pourtant, ce film pose une question : quelle valeur une société accorde-t-elle à la vie lorsqu'elle considère certaines existences comme devenues inutiles ou trop coûteuses ?

¹ *Soleil vert (Soylent Green)*, film de Richard Fleischer, sorti en 1973 et adapté du roman *Make Room! Make Room!* de Harry Harrison. L'action se déroule en 2022, dans une société confrontée à la surpopulation, à l'épuisement des ressources et à l'effondrement écologique. Le film met en scène une société où les personnes âgées sont progressivement conduites vers des centres d'euthanasie présentés comme des lieux d'accompagnement, avant que le spectateur ne découvre que leurs corps sont recyclés pour fabriquer la nourriture distribuée à la population. Cette dystopie demeure une réflexion sur les dérives possibles d'une société qui réduit la valeur de la vie humaine à sa seule utilité économique.



Plus la longévité progresse, plus le risque n'est pas tant de voir se réaliser ce scénario, que d'entendre se banaliser des discours qui opposent les générations, réduisent les personnes âgées à une charge budgétaire ou évaluent la dignité humaine à l'aune de son coût. Une société qui renonce à reconnaître la valeur intrinsèque de chacune de ses vies s'engage sur une pente dangereuse. L'avenir ne sera jamais celui de *Soleil vert* si nous faisons aujourd'hui le choix politique de faire de la longévité une conquête et d'organiser la solidarité pour que chaque année gagnée demeure une année pleinement vécue.

Dire que la population vieillit conduit presque naturellement à rechercher des mécanismes de compensation, des équilibres financiers, des ajustements techniques. Alors que parler de **société de la longévité** ouvre une autre perspective. La question n'est plus de savoir comment absorber un déséquilibre mais **comment notre démocratie peut organiser le temps de vie nouveau qu'elle a rendu possible ?**

La nuance est fondamentale et déplace entièrement le centre du débat.

Le vrai défi n'est pas celui des retraites ou de la dépendance, mais celui d'une société disposant de plusieurs décennies supplémentaires de vie, sans avoir encore repensé les institutions capables de leur donner un sens.

Le temps transforme silencieusement les parcours professionnels, les trajectoires familiales, la question du logement, de la santé et des solidarités. Il modifie peu à peu notre manière d'habiter le monde tandis que nos institutions demeurent celles d'une France qui n'existe plus. Elles ont été conçues au lendemain de la guerre, dans une société jeune, portée par la croissance démographique, le plein emploi et des carrières relativement linéaires. Elles ont constitué un progrès immense et demeurent l'un des plus beaux héritages du 20^e siècle. Mais elles sont inadaptées aux réalités nouvelles.

Le véritable enjeu n'est donc pas de sauver le système de retraite. Il est de prolonger l'œuvre de celles et ceux qui inventèrent la protection sociale en répondant, à notre tour, aux défis de notre époque dans un croisement, sans précédent de générations.

Hier, il fallait protéger les citoyens contre les risques de l'existence. Aujourd'hui, il faut apprendre à organiser le temps de l'existence. Cette immense différence oblige à déplacer le regard.

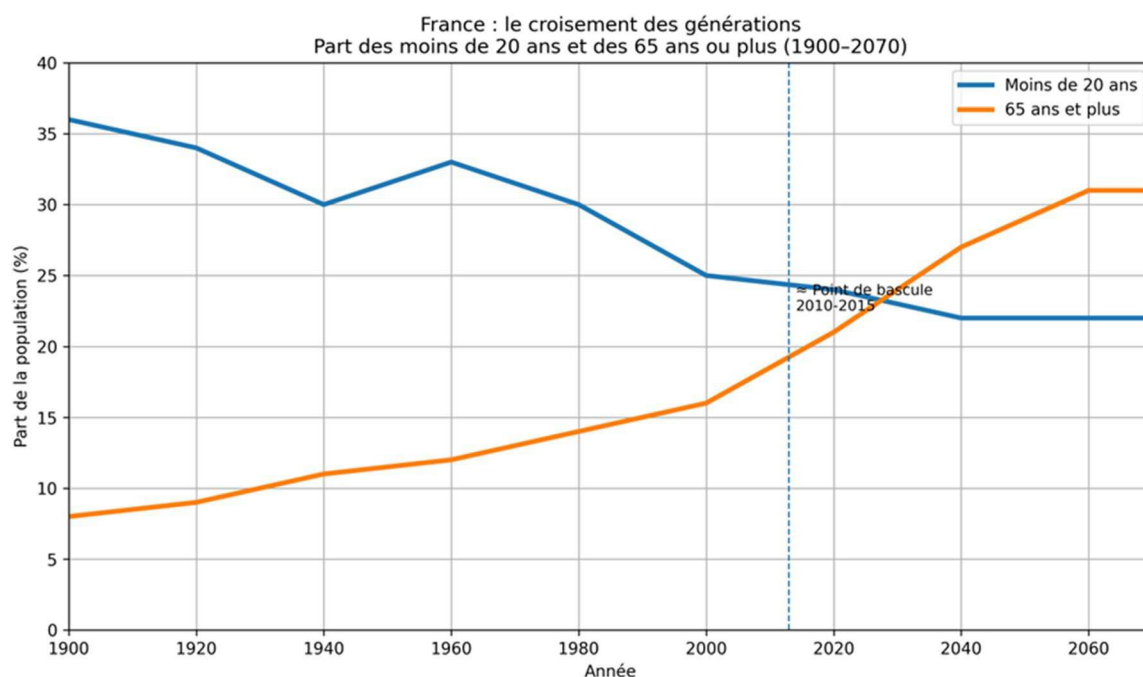
La retraite n'est plus un revenu de remplacement mais un temps de citoyenneté offert à la société. La solidarité n'est plus une dépense, mais un investissement dans la cohésion démocratique. Le logement n'est plus juste un toit, il conditionne l'autonomie. La santé ne consiste plus seulement à guérir mais à permettre de continuer à vivre pleinement.

La vieillesse elle-même cesse d'être un âge de retrait pour devenir une étape à part entière de la vie civique. C'est à partir de cette conviction qu'il faut repenser notre vision de la France de demain.

Il ne s'agit pas de proposer une réforme supplémentaire des retraites, ni d'apporter une expertise de plus sur le financement de la dépendance. Il s'agit de montrer que la longévité est un monde à construire non un problème à gérer. La durée plus longue de la vie est le nouveau bien commun de nos démocraties. La République doit maintenant rendre habitable cette durée de vie conquise. C'est sans doute la plus grande tâche politique de notre temps.

Chapitre 1 - La conquête du temps : L'histoire impensée de la plus grande victoire de la civilisation

Les transformations les plus profondes sont souvent les plus silencieuses. Elles se font insidieusement jusqu'au moment où l'on constate que le monde dans lequel on pensait vivre appartient au passé. Notre plus grande conquête est de cette sorte : avoir appris à vivre plus longtemps. **Telle est la révolution démographique !**



Elle est si discrète que nous peinons encore à mesurer ce qu'elle change. Les êtres humains ont longtemps vécu avec pour horizon, une vie courte et incertaine. La mort n'était pas un accident de l'existence, elle en constituait l'une des dimensions ordinaires. La naissance même demeurait un risque. Un enfant sur quatre, parfois plus, n'atteignait pas l'âge adulte. Vieillir était une exception.

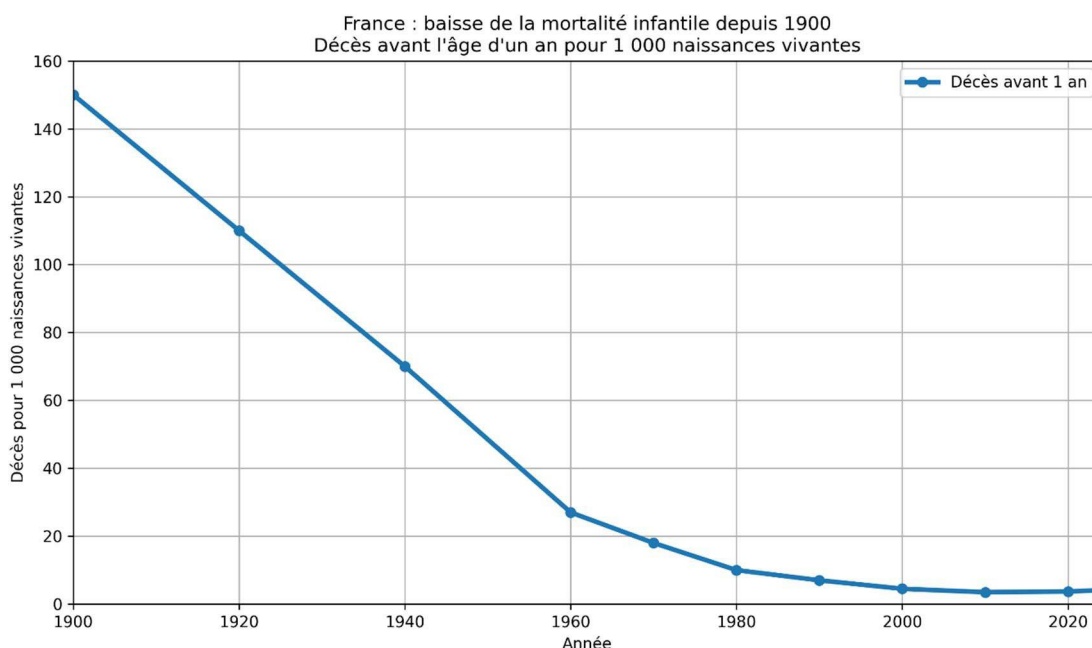
Contrairement à une idée reçue, nos ancêtres ne mouraient pas tous à 40 ans. Beaucoup atteignaient un âge avancé, mais la mortalité infantile, les maladies infectieuses et les accidents de la vie étaient si fréquents qu'ils abaissaient considérablement l'espérance de vie moyenne. Ce qui caractérisait les sociétés anciennes n'était pas l'absence de vieillards, c'était l'extrême fragilité de l'existence.

L'intelligence humaine s'est donc déployée contre cette fragilité. Nous avons appris à cultiver la terre, conserver les aliments, construire des réseaux d'eau potable, assainir les villes. Sont venues les grandes avancées : vaccination des enfants, asepsie, la recherche médicale et enfin l'invention de la protection sociale pour les travailleurs.

Chacune de ces conquêtes semble appartenir à une histoire différente mais elles poursuivent le même objectif : accorder davantage de valeur et de temps à la vie.

C'est peut-être ici que réside le véritable sens du progrès. On le définit souvent par la puissance technique ou la croissance économique, on l'évalue par la richesse produite, mais il se mesure d'abord à la durée et à la qualité de la vie humaine. Tel est le point de vue humaniste qui devrait guider nos engagements.

À cet égard, l'histoire des deux derniers siècles constitue une rupture sans équivalent. Dans la plupart des pays développés, l'espérance de vie a gagné près de 30 années depuis le début du 20^e siècle. Cette progression n'est pas le résultat d'une découverte miraculeuse mais d'un ensemble de facteurs qui se sont cumulés comme autant de victoires.



Et pourtant, au moment même où cette victoire devient visible, nous changeons de vocabulaire. Nous cessons de parler de temps gagné, nous parlons de vieillissement. Ce glissement est loin d'être anodin car les mots orientent les politiques et déterminent les questions que nous jugeons importantes. Dire que la population vieillit revient

spontanément à chercher comment contenir un coût. Alors que parler de l'âge de la longévité conduit à une interrogation autre : comment organiser ce temps nouveau ?

La différence est immense. Elle marque le passage d'une logique de réparation à une logique de civilisation. Car ce qui est en jeu n'est pas seulement l'équilibre de nos régimes sociaux. C'est notre manière d'habiter le temps.

Nous avons longtemps vécu dans des sociétés où le temps de vie était compté. Nous entrons dans une société où il devient plus généreux. Cela ne signifie pas que chacun dispose de davantage d'heures en une journée mais que collectivement, l'humanité bénéficie de plusieurs décennies supplémentaires, ce qu'aucune génération précédente n'a connu.

Ce temps nouveau change tout : rapports familiaux, travail, territoires, ainsi que les questions du logement, de la transmission, de la santé et plus largement celle de la démocratie.

Demain, ceux qui voteront, auront majoritairement plus de 65 ans et on les considérerait comme un fardeau pour la société ? Comment réagiraient-ils alors dans un système démocratique qui aura restreint leur niveau de vie, leurs droits et les considèrera comme une charge ?

Nous avons changé d'époque mais nos institutions, elles, demeurent largement celles du siècle dernier et nous continuons à raisonner comme si rien n'avait changé. Tel est le véritable défi politique du 21^e siècle !

La révolution démographique n'est pas une crise. Elle est une victoire, mais toute victoire oblige. C'est là que commence véritablement la réflexion à mener sur la République de la longévité.

Chapitre 2- Le piège des mots : le vieillissement n'est pas ici notre problème

Les grandes transformations de l'histoire se perçoivent souvent par un changement de vocabulaire. Les mots anciens deviennent insuffisants pour traduire le réel, ils parlent du monde d'hier alors que celui-ci a disparu. Ils prétendent permettre la compréhension de ce qui advient alors même qu'ils font obstacle à la saisie de cette réalité inédite.

La révolution démographique n'échappe pas à cette règle.

Depuis plusieurs décennies, une expression domine le débat public : **le vieillissement de la population**.

Elle est reprise dans les rapports officiels, les analyses économiques, les discours politiques, les médias et les conversations ordinaires. À force d'être répétée, elle semble aller de soi. Décrit-elle réellement ce qui se passe ? Ou décrit-elle seulement la manière dont nous avons choisi de regarder ce qui se passe ?

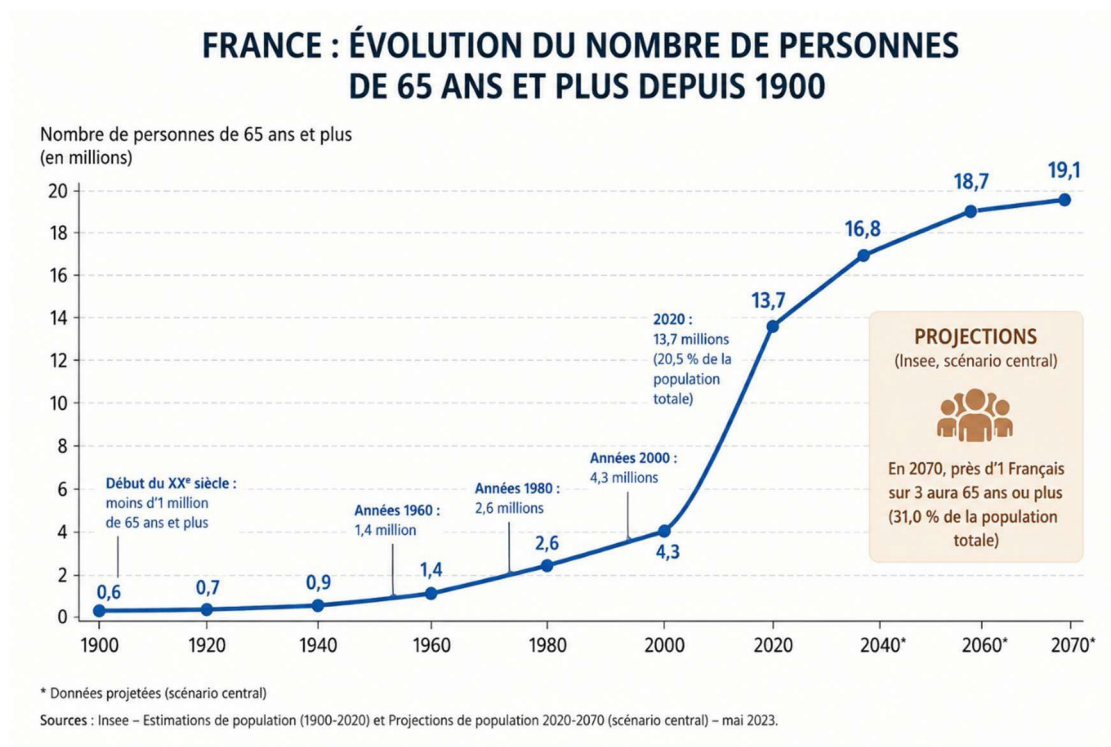
Parler de vieillissement, c'est placer d'emblée le regard sur ce qui décline. Le mot lui-même oriente déjà le débat. Il invite à rechercher des politiques de compensation, à limiter les dépenses, à réparer des fragilités, à contenir un phénomène présenté comme inévitable.

Et si cette représentation était inadéquate ? Car ce qui caractérise notre époque n'est pas tant que les personnes âgées sont plus nombreuses, mais que nous vivons tous plus longtemps. La différence paraît subtile. Elle est pourtant décisive.

Le vieillissement décrit une conséquence quand la longévité désigne une conquête. Cette distinction engage une conception pour repenser la République.

Nous continuons à penser la vieillesse comme l'âge ultime de la vie. Lorsque la société avait pour ambition de protéger, de compenser et d'assister, cette vision était concordante. L'espérance de vie dépassait à peine 70 ans et la retraite n'était qu'une courte période précédant la fin de la vie.

S'il était logique de penser les politiques publiques autour de cette représentation, cette époque est derrière nous. Aujourd'hui, des millions de femmes et d'hommes vivent 20, 30, parfois 40 années après le terme de leur vie professionnelle.



Ils ne sont pas pour autant désœuvrés. Ils créent des entreprises, s'engagent dans les associations, prennent soin de leurs proches, soutiennent leurs enfants et petits-enfants. Ils siègent dans les conseils municipaux, produisent de la richesse économique, sociale, culturelle et démocratique.

Comment continuer à désigner cette réalité par un mot qui suggère essentiellement le déclin : le vieillissement ?

Il ne s'agit pas de nier les fragilités, elles existent et elles augmenteront avec l'âge. La perte d'autonomie, les maladies neurocognitives, la dépendance et la fin de vie demeurent des réalités auxquelles notre société doit répondre avec davantage de justice et d'humanité. Mais ces réalités ne résument pas la longévité. Elles n'en constituent qu'une partie.

Confondre longévité et dépendance serait comme définir l'enfance par la maladie infantile. Une étape de la vie ne se réduit jamais à ses vulnérabilités. Elle se définit d'abord par ses possibilités.

C'est précisément ici que se situe le changement de paradigme. La société de la longévité n'est pas une société où les personnes âgées seraient toujours plus nombreuses mais celle où l'ensemble de l'organisation collective sera pensé à partir d'une vie plus longue. Cette transformation concerne les enfants autant que leurs grands-parents. Ceux qui naissent aujourd'hui construiront leur existence dans un monde où vivre 90 ou 100 ans deviendra peu à peu la norme.

Le logement qu'ils habiteront devra être adaptable. Le travail qu'ils exerceront connaîtra plusieurs transformations. Les compétences devront être renouvelées tout au long de la vie et les parcours seront moins linéaires. Les solidarités familiales aussi évolueront. Le rapport au temps actif de la vie changera profondément.

Le fait même de la longévité ne peut donc pas s'accompagner d'une simple politique pour le 3^e âge, mais doit devenir un projet politique pour toute la société.

Cette distinction permet de sortir de l'opposition stérile entre les générations. Les discours actuels opposent retraités et actifs, baby-boomers et génération Z, dépenses consacrées aux personnes âgées et investissements pour la jeunesse. Mais il n'existe pas deux sociétés, l'une jeune, l'autre vieille, il n'y en a qu'une dont chaque membre est appelé à parcourir toutes les étapes de l'existence. La politique de la longévité n'est pas la politique des autres, c'est la politique de notre avenir.

Parler de société de la longévité, ce n'est pas juste un euphémisme plus agréable, c'est dire que la vraie question n'est plus celle du vieillissement mais est celle du temps long à vivre.

Comment organiser ces décennies supplémentaires de vie ? Comment en faire des années de liberté, de participation, de création et de transmission ? Comment éviter que l'allongement de la vie ne produise de nouvelles formes d'exclusion ? Comment garantir à chacun le pouvoir de continuer à choisir son existence jusqu'au bout ?

Dès que l'on mettra ces questions au centre, le débat changera de nature. Nous ne chercherons plus juste à réparer les effets du vieillissement. Nous commencerons à construire la République de la longévité. Commencera véritablement à s'écrire un projet politique pour le 21^e siècle.

Chapitre 3 - Nouvelle frontière de la République : habiter le temps

Comment habiter le temps de vie ainsi conquis ?

Longtemps la question majeure a été celle de la survie. Comment nourrir les populations, vaincre les épidémies ? protéger les habitants ? Comment réduire la mortalité ?

Chacune de ces interrogations a reçu peu à peu des réponses : hôpitaux, instruction, protection sociale, prévention, recul des épidémies mortelles etc. Le résultat est sans précédent mais cette victoire ouvre une responsabilité nouvelle.

On a cru que l'essentiel consistait à ajouter des années aux années. Ambition considérable mais pas suffisante ! Une année de plus ne possède aucune valeur en elle-même.

La vraie question n'est pas de savoir combien dure une vie mais que fait-on du temps supplémentaire de vie ?

Cette interrogation est au-delà des politiques du vieillissement et renvoie à notre conception de la personne humaine actuelle. Une démocratie ne se contente pas d'assurer la survie de ses citoyens, elle doit permettre à chacun de mener une existence digne d'être vécue. La nuance est décisive.

Comme le chantait si justement Serge Reggiani la question n'est pas seulement celle du « temps qui nous reste » mais de ce que nous choisissons d'en faire.

C'est précisément cette possibilité que j'appelle **l'habitabilité du temps**.

Une société rend le temps habitable lorsqu'elle permet à chacun de demeurer acteur de sa propre existence, quelles que soient les étapes de la vie qu'il traverse.

Cette habitabilité ne dépend pas seulement de l'état de santé mais aussi de l'organisation collective de la vie sociale, elle est donc bien d'ordre politique, c'est pourquoi **il faut interpeller les politiques à son sujet**.

Parler de qualité de vie est utile mais demeure insuffisant car cela ne décrit qu'un état des choses. Le concept d'habitabilité traduit une potentialité, c'est bien plus.

Ainsi un territoire est habitable s'il permet à chacun d'y construire sa vie, de même une démocratie est « habitable » parce qu'elle permet à chacun d'y bâtir jusqu'à son terme son existence dignement.

Cette distinction change notre manière d'appréhender les politiques publiques.

Être logé ne consiste plus seulement à avoir un toit, mais à demeurer chez soi aussi longtemps qu'on le souhaite, dans un environnement adapté à ses capacités et ses aspirations. La santé n'est plus simplement être soigné mais devient la condition d'une autonomie durable.

Et le travail n'est plus l'activité rémunérée qui permet de subvenir à ses besoins, mais une étape parmi d'autres d'une vie beaucoup plus longue et utile socialement. La retraite cesse d'être un départ, un retrait de la vie active pour être ouverture sur un temps nouveau de contribution.

Le territoire lui-même change de fonction. Il n'est plus un simple espace administratif, il devient le lieu où s'organisent les solidarités concrètes qui rendent la vie habitable.

Ainsi se dessine progressivement une autre manière de penser le progrès.

Aujourd'hui nous évaluons nos sociétés à partir de leur richesse économique. Nous mesurons leur développement humain, leur niveau d'éducation, leur état de santé, leur espérance de vie. Ces indicateurs ne suffisent plus. Le 21^e siècle devra probablement se poser une question bien plus exigeante : comment permettre à chacun d'habiter pleinement le temps de son existence ? Alors il faut penser simultanément économie, démocratie, logement, santé, culture, solidarités et territoires.

Cette vision contraint à refuser des politiques simplement sectorielles. C'est une vision d'ensemble qu'il faut avoir et se rappeler que les grandes transitions ne se résument jamais à une addition de réformes. Elles supposent un changement de regard.

La révolution de la longévité exige précisément cette conversion.

Nous avons longtemps organisé notre protection sociale autour des risques de l'existence. Ces protections demeurent essentielles mais ne répondent plus entièrement au questionnement actuel. Le défi du 21^e siècle c'est de créer les conditions d'une vie longue pleinement humaine jusqu'au bout. Cette responsabilité engage la République tout entière.

Une République n'est pas seulement une organisation juridique. Elle est une promesse ! La promesse faite à chacun de trouver sa place dans la communauté des citoyens, quel que soit son âge, son état de santé, sa fragilité.

L'habitabilité du temps vécu devient alors le nouveau critère du progrès démocratique. Le progrès n'est plus d'ajouter des années à la vie mais d'ajouter de la liberté, du pouvoir d'agir, de la participation et de la dignité.

Voilà notre grande mission politique : prolonger la vie, certes ! Et faire que le temps gagné sur la mort soit un temps gagné pour la République.

Chapitre 4 - La retraite, une institution républicaine : sortir de l'impasse assurantielle

Une République ne verse pas seulement des pensions. Elle reconnaît à chacun le droit de demeurer pleinement citoyen jusqu'au terme de son existence.

Nos institutions sont le produit d'une histoire, de choix politiques et d'une certaine idée de la société. La retraite est de celle-là. Nous la considérons aujourd'hui comme un mécanisme financier destiné à remplacer le salaire lorsque cesse l'activité professionnelle. Les débats publics portent sur les déficits, les cotisations, les pensions, l'âge de départ, les durées d'assurance ou les projections démographiques. Ils interrogent les paramètres du système plus qu'ils ne questionnent son sens.

Or, la retraite n'est pas née d'un calcul mais d'une ambition politique.

Lorsque la France a construit les fondements de la Sécurité sociale, elle ne cherchait pas uniquement à protéger les travailleurs contre la pauvreté mais affirmait qu'une vie consacrée au travail ouvre un droit à un temps libéré de la nécessité économique.

C'est une des très grandes conquêtes sociales du 20^e siècle. Le travail crée des droits. Mais la dignité ne dépend pas exclusivement du travail.

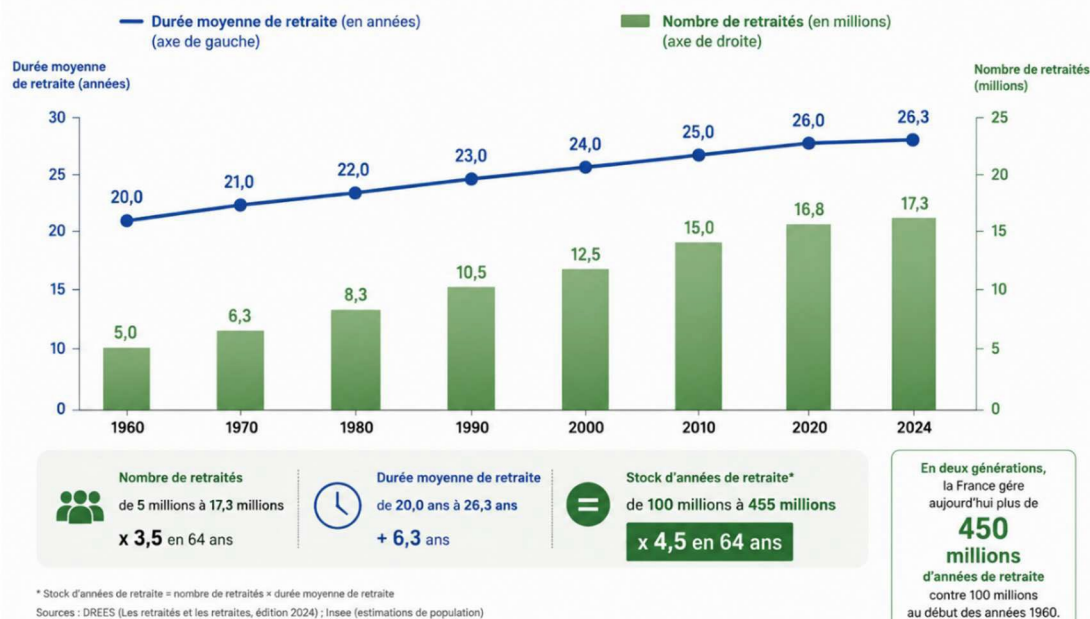
Cette révolution demeure inachevée puisque nous continuons à considérer la pension de retraite comme un revenu de remplacement. Cela convenait quand la retraite ne durait que quelques années, aujourd'hui où elle peut s'étendre sur 25 ou 30 ans, c'est insuffisant.

Posons-nous la question : que signifie une retraite qui dure un tiers de la vie ? La réponse politique ne peut être exclusivement financière et comptable.

Depuis les années 1950, la durée moyenne de la retraite n'a augmenté que d'environ six années. La révolution démographique semble modeste. Un retraité actuel passe en moyenne un peu plus de 26 ans à la retraite, contre une vingtaine d'années pour les premières générations ayant bénéficié du régime général. Les équilibres de notre protection sociale n'auraient-ils été que marginalement modifiés ? Lecture trompeuse qui oublie une deuxième révolution, bien plus spectaculaire : celle du nombre de retraités. En 1960, la France comptait environ **5 millions de retraités**. Aujourd'hui, ils sont plus de **17,3 millions**. En un peu plus de 60 ans, ce nombre a donc été multiplié par **3,5**.

LA RÉVOLUTION SILENCIEUSE DE LA RETRAITE EN FRANCE

Plus de retraités, plus longtemps : une transformation démographique sans précédent



Ces deux évolutions, prises séparément, paraissent relativement simples. Ensemble, elles changent complètement l'échelle du phénomène.

En multipliant le nombre de retraités par la durée moyenne de leur retraite, on obtient le **stock national d'années de retraite**, c'est-à-dire le volume total de temps de vie que nous devons désormais financer, accompagner et organiser. Au début des années 1960, ce stock représentait environ **100 millions d'années de retraite** (5 millions de retraités x 20 années). En 2024, il atteint environ **455 millions d'années** (17,3 millions x 26,3). En deux générations, la France est ainsi passée de **100 à plus de 450 millions d'années de retraite**, soit une multiplication par **4,5**.

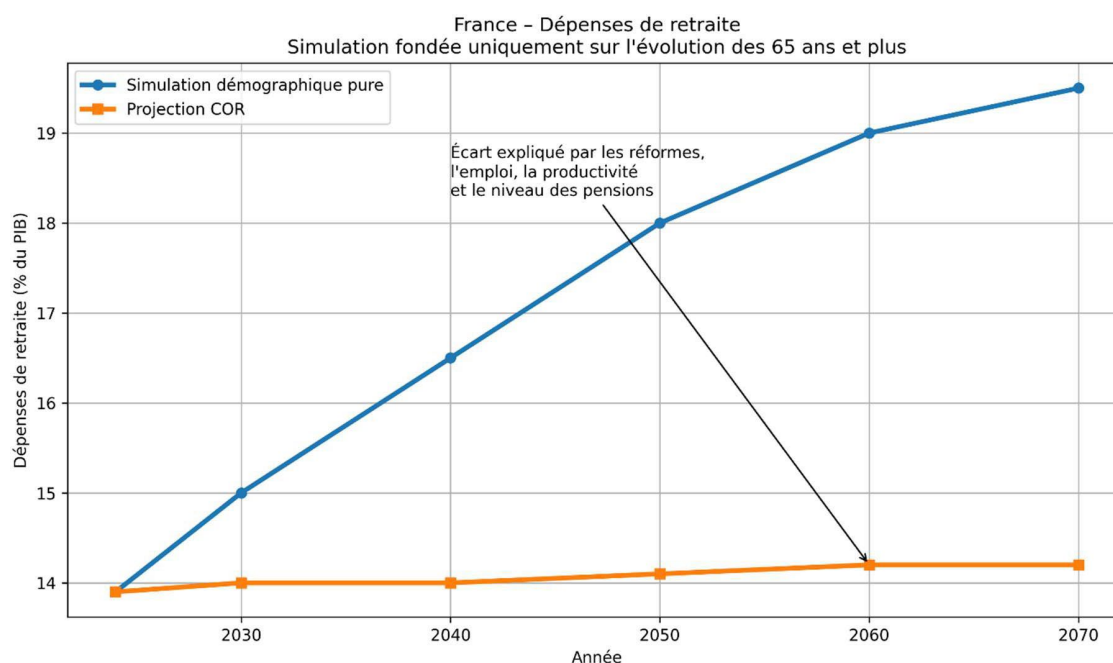
C'est probablement l'un des bouleversements les plus profonds depuis la Libération. **Ces centaines de millions d'années supplémentaires de vie** ne sont pas des années d'inactivité mais des années de soins, de mobilité, de logement, de culture, de consommation, d'engagement associatif, de transmission, de bénévolat, de soutien aux familles, parfois de fragilité, mais aussi d'utilité sociale. C'est désormais une composante majeure de la vie nationale. Dès lors, la question politique n'est plus : **comment financer les retraites ?** Elle devient : **comment organiser 450 millions d'années de vie après le travail ?**

Voilà la question qui marque l'entrée dans la société de la longévité. Nous ne sommes plus confrontés à une simple réforme des retraites, nous sommes confrontés à **l'invention d'un nouveau contrat social** pour un âge de la vie qui n'a jamais occupé une telle place dans l'histoire de l'humanité.

La retraite est un nouvel âge de la vie, comme l'enfance, la jeunesse ou la vie active. Elle possède désormais ses propres aspirations, responsabilités et fragilités. La définir par la cessation du travail c'est ignorer la transformation majeure de notre époque.

Cette erreur produit des politiques publiques inadaptées. Nous organisons le financement des retraites sans identifier la signification de la vie à la retraite. Nous discutons de l'âge auquel on quitte le travail mais beaucoup moins la manière dont on demeure citoyen après, au risque de faire des retraités des demi-soldes de la République.

C'est précisément ici que se joue la République de la longévité. On ne construit une société qu'à partir d'un projet. C'est ce nouveau projet républicain qu'il est temps de construire !



Dans le graphique ci-dessus, la projection du COR² prend simplement le parti de dire que chacun peut prendre sa retraite à 65 ans. On passe alors d'une dépense représentant 14 % du PIB en 2024 à 20 % du PIB en 2070.

Si l'on supprimait du jour au lendemain le temps donné gratuitement par les retraités, garde des enfants, aide aux parents très âgés, bénévolat, vie associative, soutien scolaire, engagement communal, transmission des savoirs, le PIB ne dirait presque rien de cette disparition car elle est occultée. Or, notre société en serait profondément désorganisée.

Cessons de penser la retraite comme une sortie de la société, pensons-la comme une autre manière d'y appartenir. **Les retraités ne représentent pas juste un coût dans les comptes sociaux, ils sont un capital social dont la valeur économique réelle est immense**, même si elle échappe à la comptabilité nationale.

Changeons de perspective ! Les retraites représentent 422 milliards d'euros (2025) réinjectés dans l'économie dont ils font vivre des pans entiers. La retraite n'est pas la fin de l'utilité sociale. Elle est la transformation d'une contribution.

Cessons de penser la retraite comme un risque social. **Commençons à la penser comme une institution républicaine** qui organise un temps nouveau de la citoyenneté. Un autre débat que celui de son seul financement commence alors.

Notre système actuel est construit sur une logique assurantielle : les actifs financent les pensions grâce aux cotisations prélevées sur le travail. Ce modèle a démontré sa puissance historique. Mais il est aujourd'hui caduc et appartient à une économie où la richesse provenait principalement du travail salarié, dans un environnement démographique et économique particulier. Cette économie n'est plus la nôtre.

La richesse nationale naît aujourd'hui d'une pluralité de sources : le travail, bien sûr, mais également le capital, les revenus du patrimoine, les gains de productivité, l'automatisation, l'économie numérique, l'intelligence artificielle, les plateformes, les

² **Conseil d'orientation des retraites (COR).** Créé par le décret du 10 mai 2000, le Conseil d'orientation des retraites est un organisme indépendant placé auprès du Premier ministre. Il réunit des parlementaires, des représentants des partenaires sociaux, des administrations, des organismes de protection sociale, des experts et des personnalités qualifiées. Sa mission est d'analyser la situation financière et démographique du système de retraite français, d'en établir des projections à moyen et long terme et d'éclairer le débat public. Le COR ne formule pas de recommandations politiques : il met à disposition des pouvoirs publics et des citoyens des scénarios fondés sur différentes hypothèses d'évolution démographique, économique et sociale.

actifs immatériels... Continuer à faire peser l'essentiel du financement de la longévité sur les seules cotisations salariales revient à demander au monde d'hier de financer la société de demain.

Si vivre longtemps est devenu un choix de civilisation, pourquoi en asseoir le financement presque exclusivement sur le travail ? **Pourquoi la solidarité envers les retraités ne serait-elle pas financée par l'ensemble de la richesse nationale**, comme nous finançons déjà l'école, la justice, la sécurité ou la défense ?

La retraite est bien plus qu'une assurance professionnelle, **elle est un bien commun, une grande institution républicaine** qui bénéficie à l'ensemble de la société. Chacun est appelé à devenir un jour retraité et bénéficie déjà de la contribution quotidienne des retraités à la vie collective. C'est pourquoi **le financement de la retraite mérite d'être profondément repensé.**

Cette évolution nécessite un changement complet de regard.

Le mode de financement actuel du système de retraite est l'héritage direct de la France d'après-guerre. En 45, financer les pensions par des cotisations assises sur les revenus d'activité répondait à une logique économique incontestable. La quasi-totalité de la richesse était produite par le travail salarié, les carrières étaient continues, l'espérance de vie d'à peine 65 ans et la durée moyenne de la retraite plus courte. L'architecture de 1945 était parfaitement cohérente, mais l'est-elle encore ?

Le contexte a profondément changé. Les **422 milliards d'euros dépensés pour les retraites**, soit environ **14 % du produit intérieur brut** continuent d'être financés essentiellement par les cotisations vieillesse acquittées par les salariés, les employeurs et les travailleurs indépendants. Or, ils ne représentent que **9 % du PIB**. Le complément est assuré par la Contribution sociale généralisée (CSG), des impôts et taxes affectés, des transferts entre régimes et des concours publics.

Ce n'est pas seulement la démographie qui a changé mais c'est la nature même de la richesse. Les revenus du travail ne constituent plus la totalité de la valeur créée. Ceux du capital, des patrimoines, des revenus financiers, de l'économie numérique, des actifs immatériels et des technologies occupent une place croissante. Ils doivent aussi financer ce bien commun, cette institution nouvelle qu'est la retraite.

Si l'on prend les **422 milliards d'euros de** dépenses de retraite actuelles et que l'on fait l'hypothèse qu'ils évoluent uniquement selon l'augmentation du nombre de personnes de plus de 65 ans, le montant atteindra près de **580 milliards d'euros** à l'horizon 2070, en euros constants. Le chiffre peut sembler considérable, mais rapporté à un PIB qui continuera lui aussi à progresser, il demeure soutenable. Avec une croissance réelle moyenne de **0,7 % par an**, cette dépense représentera une part de la richesse nationale proche de celle que nous consacrons aujourd'hui aux retraites. **La démographie ne condamne donc pas notre système. Elle révèle surtout les limites d'un mode de financement conçu pour une autre époque.**

Au contraire, si nous persistons à financer la longévité essentiellement par les cotisations assises sur le travail, le nombre de retraités augmentant plus rapidement que celui des actifs, la pression exercée sur ces derniers deviendra inévitablement toujours plus forte. Et si les réponses sont toujours les mêmes, à savoir augmenter les cotisations, repousser l'âge de départ à la retraite, allonger la durée de cotisation, ralentir l'évolution des pensions ou exiger une hausse continue du taux d'emploi, alors le débat reste enfermé dans une équation dont les variables changent, mais dont le principe demeure inchangé. Et le problème du financement des retraites reste entier !

La France a toujours su adapter ses mécanismes de solidarité aux mutations de son temps. En 1945, les fondateurs de la Sécurité sociale inventent un système fondé sur les cotisations salariales parce qu'il correspond à la structure économique de l'époque. En 1991, Michel Rocard a l'intuition que ce modèle ne peut plus suffire. En créant la Contribution Sociale Généralisée (CSG), il élargit l'assiette du financement à l'ensemble des revenus. Son idée est simple, mais profondément visionnaire : **lorsque la richesse change de nature, la solidarité doit changer d'assiette.** L'histoire lui a donné raison. La CSG est aujourd'hui l'un des piliers de notre protection sociale.

La révolution démographique conduit à franchir une nouvelle étape. La longévité est devenue une caractéristique durable, son financement doit cesser de peser principalement sur ceux qui travaillent. Une autre solution est pensable : c'est l'ensemble des richesses produites par la nation qui doivent la financer : revenus d'activité, revenus du capital, revenus patrimoniaux, revenus financiers et, dans des conditions à définir, les autres revenus qui bénéficient de la prospérité collective. Une telle évolution allégerait la charge qui pèse aujourd'hui sur le travail, améliorerait le revenu disponible des actifs ou réduirait

le coût du travail pour les entreprises, tout en garantissant un financement plus stable face aux évolutions démographiques.

Ce changement est philosophique autant qu'économique. Nous ne parlerions plus du financement des retraites, mais du financement de la longévité avec une **Contribution nationale à la longévité**. Nous ne considérerions plus les années gagnées comme une charge pesant sur les actifs, mais comme une richesse collective dont le coût est assumé par l'ensemble de la communauté nationale. Après la Sécurité sociale de 1945 et la CSG de 1991, la société de la longévité appelle une troisième grande réforme : celle qui en **fera non plus un risque à compenser, mais un bien commun à financer collectivement**. Ce serait certes une réforme des retraites mais aussi **une nouvelle étape de notre pacte républicain**.

Une telle évolution ne remet nullement en cause le caractère contributif de notre système de retraite. Les revenus d'activité continueront à déterminer les droits acquis, le nombre de trimestres validés, le calcul du salaire de référence et, par conséquent, le montant de la pension demeurera lié à la carrière professionnelle (en nombre de trimestres acquis) et à la contribution de chacun à la création de richesse (pour la détermination du montant de la retraite de base). Ce qui changerait, ce ne serait pas la manière de reconnaître cette contribution, mais la manière de financer collectivement les droits ainsi constitués. **Autrement dit, le travail continuerait à ouvrir des droits. Il ne supporterait plus, à lui seul, la charge de leur financement**. Cette distinction est fondamentale. Elle permet de préserver le principe contributif, tout en adaptant l'assiette du financement aux réalités économiques du 21^e siècle.

Dans ce système, le travail mesure la contribution de chacun à la richesse collective et celle-ci finance la longévité de tous. Les retraites complémentaires sectorielles fondées sur le modèle assurantiel resteraient.

La retraite cesse alors d'être un âge du retrait, elle devient un âge de la République. **On pourra alors la penser, non comme la dernière protection accordée au travailleur, mais comme la première institution de la société de la longévité.**

Chapitre 5 - Politiser la solidarité. Retrouver le courage du choix collectif

Les grandes conquêtes sociales n'ont jamais été des fatalités économiques. Elles furent avant tout, des décisions politiques.

L'école gratuite, l'abolition du travail des enfants, la limitation du temps de travail, la Sécurité sociale, toutes ces institutions procèdent d'un même acte fondateur : la décision d'une société de reconnaître que certaines réalités ne peuvent être abandonnées aux seules lois du marché.

La solidarité appartient à cette histoire. Elle n'est pas née d'un calcul, mais d'une certaine idée de la République sociale. Or cette évidence semble progressivement s'être effacée. Nous parlons de dépenses sociales comme si la solidarité devait désormais se justifier par sa rentabilité. Comme si une politique publique n'était légitime qu'à la condition de produire un retour sur investissement mesurable.

Cette évolution n'est pas seulement lexicale. Elle traduit une modification de notre imaginaire collectif. Nous acceptons que les politiques sociales soient évaluées principalement à partir de leur coût beaucoup plus rarement à partir de ce qu'elles rendent possible.

Or une société ne fait pas qu'une dépense lorsqu'elle choisit de protéger la dignité humaine, elle investit dans sa propre cohésion. Chaque euro consacré à prévenir l'isolement, à accompagner la perte d'autonomie, à soutenir un aidant, à adapter un logement, à permettre à une personne âgée de demeurer actrice de sa propre vie, produit une richesse que les comptes nationaux enregistrent imparfaitement. Et cette richesse porte un nom : la confiance. Aucune démocratie ne peut durablement vivre sans elle.

La solidarité ne constitue pas une politique parmi d'autres, elle est la condition même de la vie démocratique. Une République ne repose pas uniquement sur des institutions mais sur la conviction partagée que chacun demeure membre de la communauté politique même lorsqu'il traverse un moment de fragilité.

Cette promesse vaut pour l'enfance, la maladie, le handicap, le chômage. Elle vaut désormais pour la longévité. La société de la longévité nous oblige à politiser de nouveau la solidarité. Non pour en faire un sujet partisan, mais pour rappeler qu'elle est un choix de civilisation.

Soit, nous choisissons de considérer les décennies de longévité comme un coût à contenir, soit nous choisissons de la regarder comme une victoire collective qui appelle une responsabilité collective.

Ces deux visions conduisent à des politiques radicalement différentes.

La première cherche à limiter les dépenses, la seconde cherche à accroître les possibilités offertes à chacun. La première redoute la longévité, la seconde l'organise. La première oppose les générations, la seconde rappelle qu'elles partagent un destin commun.

Chacun, s'il en a la chance, vieillira. Une politique de la longévité n'est donc pas une politique pour les autres, c'est une politique pour soi-même.

À partir de cette évidence, une nouvelle ambition devient possible.

Faire de la solidarité non le dernier filet de sécurité de la République, mais le premier investissement dans son avenir. Le véritable patrimoine d'une Nation ne réside pas dans ses infrastructures, ses entreprises ou son capital financier mais dans la qualité des liens qui unissent ses citoyens. Ces liens ne naissent pas spontanément. Ils sont le fruit de décisions politiques et sont l'expression d'une certaine idée de la justice. Ils sont, au fond, l'autre nom de la fraternité.

La société de la longévité invite à retrouver le sens premier de la République sociale, non celle qui protège parce qu'elle redoute l'avenir, mais celle qui organise les conditions d'une liberté durable.

La solidarité cesse alors d'être une dépense. Elle redevient ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, le plus bel investissement d'une démocratie sur elle-même.

Conclusion

Voilà plus d'un siècle que nos sociétés consacrent une part considérable de leur intelligence, de leur énergie et de leurs ressources à une ambition qui semblait presque inaccessible, permettre aux êtres humains de vivre plus longtemps. Aujourd'hui c'est une réalité, la longévité est l'horizon commun des générations actuelles. Cette victoire nous honore et nous oblige aussi car aucune conquête n'est jamais achevée.

Après avoir appris à prolonger la vie, il nous appartient désormais d'en organiser le temps. C'est là que commence un projet politique pour le 21^e siècle. Il ne consistera pas juste à équilibrer des comptes sociaux ou à adapter quelques institutions héritées du siècle dernier. Il devra inventer une nouvelle manière de faire République.

Cette République ne mesurera plus son progrès à la richesse qu'elle produit, mais à la capacité qu'elle offre à chacun de demeurer pleinement acteur de son existence, de sa naissance jusqu'au dernier jour de sa vie.

Une démocratie ne se juge pas seulement à la manière dont elle protège ou pas les plus fragiles. Elle se juge aussi à la place qu'elle continue de leur reconnaître dans le monde commun.

C'est un projet à inventer qui dépasse la question des retraites comme celle du vieillissement car il touche notre conception de la démocratie.

On pense volontiers que c'est un progrès d'ajouter des années à la vie, à nous de comprendre que notre responsabilité consiste maintenant à ajouter de la liberté, de la participation, de la dignité et de la fraternité à chacune de ces années.

Voilà pourquoi la société de la longévité n'est pas un défi parmi d'autres. Elle est peut-être le nouveau récit républicain où le temps à vivre n'est plus seulement une donnée biologique mais un bien commun. La plus haute mission de la République est désormais de rendre ce temps pleinement habitable.